Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn,
dirs, *L'autonomie des femmes en question.*

Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2006, 244 p.

Philippe Hamman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1518>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.1518

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 337-341

ISBN : 978-2-86480-981-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Hamman, « Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn, dirs, *L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe* », *Questions de communication* [En ligne], 14 | 2008, mis en ligne le 23 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1518> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.1518>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn, dirs, *L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2006, 244 p.

Philippe Hamman

RÉFÉRENCE

Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn, dirs, *L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*. Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2006, 244 p.

- 1 Josette Trat, maîtresse de conférences de sociologie à l'Université Paris 8, Diane Lamoureux, Professeure de science politique à l'Université Laval du Québec, et Roland Pfefferkorn, Professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg, tous trois spécialistes des questions de genre et de rapports sociaux de sexe, ont réuni dix contributions couvrant des expériences et situations américaines et européennes. Publié dans la collection « Bibliothèque du féminisme » chez L'Harmattan, ce qui permet de saisir certains traits de plume, l'ouvrage fait suite à un colloque organisé en 2004 par Josette Trat sur ce thème.
- 2 Les premières pages (pp. 9-28) intitulées « Conservatismes et résistances des femmes à l'ère néo-libérale » introduisent à la fois à la problématique du volume et aux différents textes qui le composent. Les auteurs commencent par resituer la configuration socio-historique des années 1980-1990, à savoir le développement de courants anti-féministes (ce qui a été appelé le *backlash*) et post-féministes (selon ces derniers, le féminisme n'aurait plus sa raison d'être maintenant que l'égalité des sexes serait effective), et relèvent l'hypothèse de Susan Faludi (1993), selon laquelle ces deux mouvements se

rejoignent. Ils pointent alors un certain nombre d'évolutions peu favorables à la promotion de l'autonomie des femmes : le *mainstreaming* des enjeux féministes au niveau des organisations internationales depuis le milieu des années 1990, et le basculement de référentiel qui se développe au niveau des Etats, de la notion de discrimination à l'encontre des femmes au profit de celle – différente – de l'inégalité entre les sexes ; la question de l'autonomie matérielle des femmes, dans le domaine de l'emploi (précarité, temps partiel...), en rapport à des réformes de politiques sociales (à l'exemple du passage du *welfare* au *workfare* dans plusieurs pays) et à la mondialisation, lorsqu'on pense notamment à la problématique de la mobilité internationale de la main d'œuvre domestique ; enfin, les auteurs avancent le facteur de la montée des nationalismes et des conservatismes religieux.

- 3 Mais l'ouvrage n'est pas le tableau défaitiste d'une cause féministe moribonde ou « dépassée ». Le développement de résistances des femmes est bien rendu, dans leurs dimensions à la fois politiques, sociales et sociétales, fournissant un tableau *contrasté* de l'« état des rapports de forces entre conservateurs et féministes dans diverses sociétés » (p. 21). Une triple focale est déclinée à cet effet : quatre textes couvrent le continent américain, les trois suivants des exemples en Europe de l'Est et de l'Ouest, et les trois derniers s'interrogent sur le cas français plus spécialement.
- 4 La première partie (pp. 29-110) retient pour terrain l'Amérique et comprend quatre textes. Le premier, que signe Danièle Lamoureux, s'intéresse à l'Amérique du Nord pour y déceler les nouveaux visages de l'antiféminisme depuis la « révolution conservatrice » des années 80 (présidence Reagan, arrivée au pouvoir au niveau fédéral canadien d'un gouvernement conservateur en 1984...). En distinguant la situation aux États-Unis et au Canada hors Québec, d'une part, et celle du Québec, de l'autre, l'auteure montre que l'anti-féminisme prend des formes différentes en fonction de la structuration relative d'un « pôle opposé ». À un mouvement féministe relativement peu organisé correspond un conservatisme, à une mobilisation plus structurée, un « masculinisme » de défense des hommes victimes, peut-on résumer.
- 5 Les trois contributions suivantes s'attachent à l'Amérique centrale et latine, à travers les cas du Chili, du Mexique et du Brésil. Le texte de Sophie Stoffel, doctorante en science politique à l'Université libre de Bruxelles, examine la question féministe en la rapportant aux transformations socio-politiques plus larges de l'État chilien, c'est-à-dire à la problématique de la transition démocratique et de la gestion « post-dictatoriale ». Ceci fait ressortir les enjeux de rapports sociaux de sexes en tant que tels, mais aussi par rapport à leurs porte-parole, dont le spectre s'est diversifié et les prises de position également. En même temps, ces rapports peuvent ainsi être pensés comme un analyseur de transformations politiques nationales dans un contexte de reconfiguration institutionnelle. À travers une présentation attentive à la contextualisation, Sophie Stoffel interroge l'hypothèse- *a priori* paradoxale- selon laquelle, actif et visible durant la dictature Pinochet, le mouvement féministe chilien pâtirait de la démocratie *via* la coalition de centre-gauche au pouvoir, et de son institutionnalisation, qui serait aussi une complexification des postures, où le « féminisme du possible » occupe la première place. Dans une perspective relationnelle, elle souligne la capacité maintenue des secteurs conservateurs à influencer le débat politique, public et médiatique, mais aussi le poids de l'Église catholique ou la dimension culturelle prégnante de la famille comme socle politique de la société

chilienne. Ce dernier référent demeure privilégié, ce qui conduit à une conclusion nuancée entre avancées du mouvement féministe et enjeux toujours pendants.

- 6 Marie-France Labrecque, Professeure d'anthropologie à l'Université Laval du Québec, aborde ensuite le cas mexicain, en retenant un épisode marquant : l'assassinat depuis 1993 de plus de 400 femmes dans la ville de Juárez et la disparition de centaines d'autres. L'attention est portée à la reconfiguration de ce lourd sujet, en particulier par rapport aux institutions politiques locales et aux modes d'exercice du pouvoir : l'alternance entre deux partis qui se rejettent la responsabilité des problèmes l'un sur l'autre, le poids des narcotrafiquants et de l'industrie *maquiladora* (c'est-à-dire des usines transnationales d'assemblage exploitant une main d'œuvre féminine locale). On comprend ainsi en quoi il y a une inscription propre en termes de rapports de genre, soit un « féminicide ».
- 7 Une autre déclinaison est brésilienne. Maria Lucia Da Silveira s'intéresse aux « avancées et impasses » du mouvement féministe sur la décennie 1994-2005, qu'elle resitue par rapport aux mobilisations féministes très actives des années 1980. Ces dernières ont permis d'obtenir une plus grande intervention de l'État, via les politiques publiques, dans la transformation des inégalités de genre et l'approche de droits spécifiques aux femmes. Ces « acquis » sont interrogés à la lumière des années récentes, où il est question d'« impasses » sinon de « reculs » (p. 106), mais aussi de la production réussie d'un problème politique féministe. Sa mise sur agenda est aujourd'hui avérée, tant à travers des politiques sociales menées par les pouvoirs publics que par l'élaboration, sur la scène politique, d'un programme propre du mouvement des femmes.
- 8 On aborde ensuite la deuxième partie de l'ouvrage (pp. 111-238), qui nous fait regagner le continent européen – l'Europe de l'Est (Pologne, Bulgarie) et de l'Ouest (Irlande, France). Avec la contribution de Monika Wator, doctorante en sociologie à l'Université de Versailles/Saint-Quentin-en-Yvelines, on retrouve l'enjeu « transitologique », pour se référer aux travaux de Michel Dobry (2000), comme cadre de l'approche de la place des femmes polonaises entre famille et marché. Il est question à la fois du passage à l'économie de marché en Pologne après la période communiste (et des restructurations qui s'ensuivent, quant au changement de régime puis de l'adhésion à l'Union européenne), ainsi que des nouvelles approches des politiques familiales qui s'imposent dans le contexte socio-économique présent. Ces transformations sont particulièrement sensibles pour les femmes : se conjuguent le phénomène répandu du désengagement de l'État du domaine social en Europe et le contexte national polonais de mutation des institutions, d'une part, et de prégnance de l'Église comme acteur sur la scène politique et publique, de l'autre.
- 9 De cette même « conciliation » entre vie professionnelle et familiale, il est également question dans le texte de Katia Vladimirova, professeure d'économie à l'Université de Sofia, nous conduisant en Bulgarie après la chute des régimes communistes est-européens. L'auteure le rappelle, « tous les pays d'Europe de l'Est ont partagé la même conception de l'émancipation des femmes, fondée d'abord sur l'exercice d'un métier et, dans une période qui ignorait le chômage, l'accès à tous les emplois » (p. 133). De ce point de vue, ces deux dernières décennies, les transformations économiques, politiques et sociales de la société bulgare se sont au contraire accompagnées d'un « recul » en termes d'égalité entre les sexes, notamment quant à l'accès au marché du travail et aux différences de salaires pratiquées. Plus encore, compte tenu de l'association entre la politique d'émancipation des femmes et le précédent régime,

celle-ci a été rejetée dans une sorte d'illégitimité, porte ouverte à des discriminations croissantes et croisées, c'est-à-dire plurielles et cumulatives (pp. 141-147).

- 10 Marie-Jeanne Da Col Richert, maîtresse de conférences à l'Université de Strasbourg, interroge quant à elle la situation des femmes dans la société irlandaise. L'exemple a d'autant plus de portée qu'il relativise une corrélation susceptible d'apparaître parfois un peu mécaniste dans la littérature féministe, à savoir féminisme = anti-religiosité. Or, le féminisme irlandais est imprégné de catholicisme, l'auteur le souligne bien, pointant des « ambivalences » sur les questions se rapportant à la « morale sexuelle » par exemple, en même temps qu'une dualité parcourant les mouvements féministes, entre pôles « modéré » et « radical » (p. 149). Une trame temporelle se dégage : une période favorable aux revendications féministes dans les années 1970, et des critiques plus pressantes durant cette dernière décennie, où il est question de « post-féminisme ». Cette lecture permet de mettre en évidence des avancées et des résistances durant les différents moments de l'engagement en faveur des femmes irlandaises.
- 11 Les trois derniers textes se fixent sur le cas français, à partir de perspectives différentes. Tout d'abord, Jeanne Fagnani, directrice de recherche au CNRS (matisse, Paris 1), présente une comparaison franco-allemande ciblant les politiques familiales menées dans les deux pays dans leurs rapports à la participation des mères au marché du travail. Les contextes nationaux sont dépeints dans leurs points communs (des politiques familiales qui font sens dans l'ensemble des politiques sociales, et connectées aux politiques de l'emploi) et leurs singularités (en particulier quant à l'accueil de la petite enfance ou la prise en charge des personnes dépendantes). Ils permettent de mettre en relation les interactions existant entre comportements professionnels et politiques familiales, y compris dans leurs impacts sur la fécondité.
- 12 Le texte de Roland Pfefferkorn montre ensuite que le mouvement de transformation des rapports entre hommes et femmes en France est toujours fondamentalement contradictoire, entre des avancées indéniables mais aussi l'existence de freins structurels. Il relève des dynamiques qui ne se superposent pas pleinement – qu'il en aille de la scolarisation ou de l'exercice d'une activité professionnelle –, et l'on fera nôtre sa conclusion : « Hier comme aujourd'hui, la poursuite du mouvement vers l'égalité entre hommes et femmes dépend essentiellement des rapports de forces sociaux entre le groupe des hommes et celui des femmes comme des rapports de force entre les classes sociales, à la fois au niveau global de l'ensemble de la société et dans les différents niveaux intermédiaires, institutions, professions, lieux, où des avancées peuvent être conquises plus ou moins facilement selon les cas » (p. 209).
- 13 La dernière contribution est rédigée par Josette Trat et interroge la grande diversité du champ féministe français, à partir d'un certain nombre de débats « marquants » et médiatisés de ces dernières années : entre autres, la parité, la prostitution et le foulard islamique. Par exemple, cette dernière question, qui a émergé dans l'espace public au début des années 1990, a provoqué des prises de position bien différentes parmi les organisations et les militantes féministes françaises. Certaines, au titre des valeurs républicaines, se prononcent pour l'interdiction du port du voile à l'école, d'autres y voient une « islamophobie » et avancent au contraire la reconnaissance de la diversité culturelle, d'autres enfin refusent de se prononcer par oui ou non. Josette Trat propose alors de distinguer quatre argumentaires principaux qui structurent le champ féministe français, idéologiquement complexe (pp. 234-236) : le discours de la différence des sexes (naturelle ou divine) qu'il convient de respecter (c'est-à-dire « on

ne peut rien changer ») ; à l'opposé, le discours selon lequel chacun et chacune est libre et dans des rapports d'égalité avec l'autre ; la position selon laquelle l'oppression principale résulte des discriminations raciales liées au « post- colonialisme », c'est-à-dire ne correspond pas à un rapport social transversal à toute la société ; enfin, la posture insistant sur le fait que les rapports sociaux de sexe « se recomposent et se recombinaient aux autres rapports de domination, de classe et d'«ethnie» » (p. 235).

- 14 Cet ouvrage collectif présente ainsi trois forces. La première tient à la diversité des espaces géographiques et sociaux couverts : les travaux publiés autorisant entre eux des parcours riches de sens et, les coordinateurs le suggèrent eux-mêmes (p. 22), ce programme déjà copieux pourrait être prolongé en direction des continents africain et asiatique. Saluons également une problématique qui rend raison des tensions entre mouvements féministes et anti-féministes, sans simplisme, avec une attention aux configurations et aux dynamiques pour éclairer des enjeux d'actualité. Les auteurs permettent de suivre comment la question des rapports sociaux de sexe se recompose (en termes de discriminations, d'égalité, etc.), et en même temps comment des alliances se font et se défont. Troisièmement, on repère un jeu de focales qui enrichissent l'analyse. À ce qui serait un niveau « macro », il n'est pas seulement question des mouvements féministes (et de leurs adversaires) *en soi*, mais bien en liaison à des configurations socio-politiques territoriales et institutionnelles, et avec toute la problématique de la transition démocratique, dont les rapports sociaux de sexe s'avèrent être un analyseur possible. À un niveau davantage « micro », ce n'est pas d'une lutte « bloc contre bloc » qu'il est question, mais bien de la diversité des postures en présence, et notamment celle des féminismes. Car émergent des différences voire des divergences entre « radicales » et « modérées », que ce soit à l'exemple du cas irlandais comme de la situation chilienne, et c'est aussi le propre du texte de Josette Trat de le souligner.
- 15 À partir de ces riches fondements, la réflexion ouvre de nombreuses pistes pouvant être prolongées. Sur les rapports entre mobilisations féministes et antiféministes, des parallèles peuvent être tracés : c'est une propriété courante du fonctionnement des groupes d'intérêt que de faire appel à un répertoire d'action ou un autre en fonction non seulement de la nature de la cause défendue, mais encore de la présence d'un pôle structuré et actif aux intérêts contraires. Gagnerait-on alors à penser aussi les mouvements féministes à travers les outils d'analyse du *lobbying*, dans leurs actions en même temps que leurs productions cognitives ? La question peut être posée, ne serait-ce qu'en raison des développements actuels de ces mouvements, par exemple à l'échelle européenne, si l'on pense au Lobby européen des femmes et ses activités (voir Aude Cavaillé, « Salarisées pour la cause : carrières associatives au secrétariat général du Lobby européen des femmes », pp. 25-45 in : Hélène Michel, dir., *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2006). Sur un plan théorique, il n'est également besoin que de relire Georg Simmel pour relever ce qu'il voyait comme la fonction positive de l'ennemi, permettant de souder le groupe en situation de conflit (pas de féminismes sans anti-féminismes ?). Un regard distancié sur les productions littéraires féministes pourrait creuser cette piste, pour infirmer ou confirmer l'hypothèse selon laquelle les collectifs féministes auraient – aussi – à gagner, vis-à-vis de l'extérieur ou en termes de positions relatives entre eux, à participer de l'entretien d'une « lutte » face à des résistances, les légitimant en retour. Corrélativement, il pourrait aussi s'agir de poursuivre l'étude suivant la focale des acteur(e)s qui sont autant les porteurs de la cause : en termes de trajectoires, mais aussi

de recrutements et de carrières à l'intérieur des mouvements féministes, ou plus largement de propension à s'engager – le travail susmentionné d'Aude Cavaillé est ici convaincant.

- 16 Une autre piste concerne la possible extension de ces études du féminisme en direction des homosexualités. Le propos de Josette Trat le suggère d'ailleurs dans le texte qui clôt le livre (pp. 213-214) et, si connexions il y a, leur investigation mérite attention. L'évocation du courant *queer*, d'origine anglo-saxonne, et dont on repère un certain nombre de « passeuses » en France (Marie-Hélène Bourcier, *Queer Zones*, Paris, Balland, 2001), le donne à penser, à travers une rupture avec un féminisme « pro-femme », à la faveur d'une logique « pro-sexe » (pp. 228-229). On voudrait insister au final sur l'intérêt des textes à ouvrir de la sorte des débats importants : par exemple, p. 233, entre la position de Josette Trat et celle de Laurent Mucchielli (*Le scandale des tournantes*, Paris, Éd. La Découverte, 2005) par rapport à ces viols collectifs dits « tournantes », ou encore dans les réserves exprimées quant aux positions d'Élisabeth Badinter (*Fausse route*, Paris, O. Jacob, 2003) sur ce qu'est une « victime » dans le combat féministe.
-

AUTEURS

PHILIPPE HAMMAN

CRESS, Université de Strasbourg, phamman@umb.u-strasbg.fr